

	2 ^e graad	3 ^e graad
vak : koken		
vereiste :		
- GLSO huishoudkunde	301	302
- HOKT + BPB + 1 j. NE	301	302
- HSTO + BPB + 3 j. NE	301	301
voldoend geachte :		
- tenminste HOLT + BPB + 1 j. NE	302	302
- GLSO	301	302
- HOKT + BPB	301	302
- 9 j. NE + BPB	384	384
andere :		
- tenminste HSO	300	384
- LSTO	384	384
- LSBO	384	384
- 3 j. NE	300	300

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2001.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 11 janvier 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation,
M. VANDERPOORTEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 834

[C - 2002/27223]

8 FEVRIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 3 juillet 2001;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 9 juillet 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 février 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32.197/2, donné le 19 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle et notamment son article 5 qui prévoit que le Gouvernement détermine les montants des primes et indemnités octroyées aux stagiaires en formation;

Considérant que la formation est un facteur important d'insertion socio-professionnelle et qu'il appartient aux autorités publiques de veiller à encourager les adultes à acquérir ou maintenir en permanence un niveau élevé de qualification;

Considérant que l'accès à la formation pour les demandeurs d'emploi doit s'accompagner des mêmes avantages pour tous;

Considérant que le Contrat d'Avenir pour la Wallonie a défini comme prioritaire l'harmonisation du statut administratif et financier du demandeur d'emploi, quel que soit l'opérateur de formation concerné;

Considérant que la mise en œuvre du présent arrêté est indispensable pour des raisons d'ordre social, d'équité et d'efficacité, dans la mesure où des délais de paiement des indemnités de formation trop longs d'une part, des difficultés à assumer la garde d'enfants d'autre part, nuisent à l'attractivité de la formation et constituent un obstacle à l'entrée en formation de stagiaires qui vivent une situation personnelle, familiale et pécuniaire difficile;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. La prime de formation visée à l'article 5, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle est fixée à 1 euro par heure de formation effectivement suivie.

Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice des articles 6, 7 et 25 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 précité, la prime visée à l'article 2 est octroyée au demandeur d'emploi inoccupé inscrit à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, en abrégé « FOREm » ainsi qu'au chômeur à temps partiel bénéficiant d'allocations de chômage complémentaires, à la condition qu'il suive une formation dans :

- 1° un centre de formation du FOREm;
- 2° un centre créé par le Comité de gestion du FOREm;
- 3° un établissement d'enseignement;
- 4° une entreprise;
- 5° un organisme d'insertion socio-professionnelle.

Par organisme d'insertion socio-professionnelle, il y a lieu d'entendre, l'organisme agréé en vertu du décret de la Communauté française du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation continue, ou l'organisme avec lequel l'Office a conclu un accord de partenariat en vertu de l'article 7 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi.

§ 2. La prime visée à l'article 2 est octroyée au travailleur, admis sur base de sa qualité de chômeur partiel pour cause d'intempéries qui suit une formation professionnelle dans un centre créé par le Comité de gestion du FOREm ou agréé par le Gouvernement.

La prime visée à l'article 2 ne peut être cumulée avec toute autre forme de rémunération accordée par l'opérateur d'insertion pour les mêmes prestations.

On entend par opérateur d'insertion tout organisme ayant comme activité principale l'insertion socio-professionnelle.

Art. 4. Les stagiaires visés à l'article 3, §§ 1^{er} et 2, ayant des enfants à charge peuvent bénéficier d'une prime supplémentaire pour couvrir les frais de milieux d'accueil, de gardien(ne), de maison d'enfants ou de garderie scolaire.

L'intervention dans les frais de milieux d'accueil, de gardien(ne) et de maison d'enfants s'élève à 4 euros par jour et par enfant.

L'intervention dans les frais de garderie scolaire s'élève à 2 euros par jour et par enfant.

Les stagiaires qui sollicitent l'octroi de la prime doivent justifier leurs frais par une attestation de la personne, de l'organisme de garderie ou de l'établissement scolaire concerné.

Art. 5. L'indemnité pour frais de déplacement est octroyée au stagiaire bénéficiant de la prime prévue à l'article 2 du présent arrêté.

Le stagiaire a droit au remboursement des frais résultant d'un déplacement journalier aller-retour.

Quel que soit le moyen de transport utilisé, le remboursement des frais exposés est limité au coût du transport en commun le moins onéreux.

L'intéressé doit produire les pièces justifiant la réalité des débours invoqués par lui.

Par pièces justifiant la réalité des débours, on entend, soit en cas d'utilisation de transports en commun, les billets ou abonnements de transport, soit en cas d'utilisation d'un véhicule privé, une attestation des sociétés de transports en commun établissant le coût du transport entre la résidence du stagiaire et le lieu de formation.

Art. 6. Le stagiaire qui doit s'absenter de son foyer plus de treize heures par jour et qui ne rejoint sa résidence qu'une fois par semaine, a droit au remboursement des frais résultant d'un déplacement hebdomadaire aller-retour aux mêmes conditions que celles prévues à l'article 5, ainsi qu'à une indemnité de séjour dont le montant est fixé à 13 euros par jour de formation. Ce montant est lié à l'indice santé.

Le bureau exécutif du FOREm peut accorder, dans des circonstances exceptionnelles, ces avantages lorsque la durée de l'absence du foyer est inférieure à treize heures.

Art. 7. Les avantages octroyés aux stagiaires en application des articles 2 à 6, sont payés bimensuellement à ceux-ci.

Art. 8. Le versement par le FOREm des primes et indemnités susvisées est conditionné, sans préjudice de toute autre convention établie par ailleurs, à l'introduction par l'opérateur d'un formulaire dont le modèle est déterminé par le FOREm.

Par opérateur, on entend un des opérateurs visés à l'article 3, § 2, alinéa 3, et tout organisme dont l'activité principale est la formation professionnelle.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 11 juillet 1990 et 10 avril 1991 est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 11. La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 8 février 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
M. ARENA

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 834

[C — 2002/27223]

**8 FEBRUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiaires die een beroepsopleiding krijgen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », gegeven op 3 juli 2001;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 9 juli 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 januari 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 februari 2002;

Gelet op de beraadslaging door de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 32.197/2, gegeven op 19 november 2001, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding en inzonderheid op artikel 5, waarbij voorzien wordt dat de Regering de bedragen van de premies en de vergoedingen bepaalt die aan de stagiaires worden toegekend;

Overwegende dat de opleiding van belang is bij de maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en dat de overheid erover moet waken dat de volwassenen een hoog opleidingsniveau verwerven en behouden;

Overwegende dat de toegang tot opleidingen voor werkzoekenden voor allen met dezelfde voordelen verbonden moet zijn;

Overwegende dat het Waalse Toekomstcontract van de eenmaking van de bestuurlijke en financiële rechtspositie van de werkzoekende een prioriteit heeft gemaakt, ongeacht de betrokken opleidingsverstrekker;

Overwegende dat de uitvoering van dit besluit onontbeerlijk is om redenen van maatschappelijk belang, van billijkheid en doeltreffendheid, voor zover de te lange betalingstermijnen inzake opleidingsvergoedingen enerzijds en de moeilijkheid om voor kinderopvang te zorgen anderzijds de opleiding minder aantrekkelijk maken en een hindernis vormen voor stagiaires die met een opleiding beginnen terwijl ze het op persoonlijk, financieel en op gezinsvlak moeilijk hebben;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt in toepassing van artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. De opleidingspremie bedoeld in artikel 5, § 1, 1^o, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding wordt vastgesteld op één euro per werkelijk gevolgd opleidingsuur.

Art. 3. § 1. Onverminderd de artikelen 6, 7 en 25 van voorvermeld besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 wordt de premie bedoeld in artikel 2 toegekend aan de niet-werkende werkzoekende ingeschreven bij de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling, afgekort « FOREm », evenals aan de deeltijds werkloze die aanvullend werkloosheidsgeld krijgt, op voorwaarde dat hij een opleiding volgt :

1^o in een opleidingscentrum van de FOREm;

2^o in een centrum dat opgericht is door het Beheerscomité van de FOREm;

3° in een onderwijsinstelling;

4° in een bedrijf;

5° in een instelling voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces.

Onder instelling voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces moet worden verstaan de instelling die erkend is krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding of de instelling waarmee de FOREm een partnerschapsakkoord heeft afgesloten krachtens artikel 7 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling).

§ 2. De premie bedoeld in artikel 2 wordt toegekend aan de werknemer die toegelaten wordt op grond van zijn hoedanigheid van deeltijds werkloze wegens slechte weersomstandigheden die een beroepsopleiding volgt in een centrum dat opgericht is door het beheerscomité van de FOREm of die erkend is door de Regering.

De premie bedoeld in artikel 2 mag niet samengevoegd worden met elke andere vorm van bezoldiging die door de verstrekker van inschakelingsopleidingen toegekend wordt voor dezelfde prestaties.

Onder verstrekker van inschakelingsopleidingen verstaat men elke instelling die maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces als hoofdactiviteit heeft.

Art. 4. De stagiairs bedoeld in artikel 3, §§ 1 en 2, die kinderen ten laste hebben, kunnen in aanmerking komen voor een bijkomende premie om de kosten voor opvang, onthaal, kinderverblijven of schoolopvang.

De tussenkomst in de kosten voor opvang, onthaal of kinderverblijven bedraagt 4 euro per dag en per kind.

De tussenkomst in de kosten voor schoolopvang bedraagt 2 euro per dag en per kind.

De stagiairs die om de toekenning van de premie verzoeken, moeten het bewijs voor de gemaakte kosten voorleggen dat afgeleverd wordt door de betrokken persoon, onthaal- of onderwijsinstelling.

Art. 5. De vergoeding voor reis- en verblijfkosten wordt toegekend aan de stagiair die in aanmerking komt voor de premie voorzien bij artikel 2 van dit besluit.

De stagiair heeft recht op de terugbetaling van de kosten voor de dagelijkse reis heen en terug.

Ongeacht het gebruikte vervoermiddel wordt de terugbetaling van de gemaakte kosten beperkt tot de kostprijs van het minst dure openbaar vervoermiddel.

De belanghebbende moet de stukken voorleggen waarmee bewezen kan worden dat de uitgaven die hij voorlegt echt werden verricht.

Onder stukken waarmee bewezen kan worden dat de uitgaven echt werden verricht, worden verstaan, indien van het openbaar vervoer gebruik wordt gemaakt, de vervoertickets en -kaarten en, indien een persoonlijk voertuig wordt gebruikt, een attest van de openbare vervoermaatschappijen waarbij de kostprijs wordt bepaald van het vervoer tussen de verblijfplaats van de stagiair en de plaats waar de opleiding verstrekt wordt.

Art. 6. De stagiair die meer dan dertien uur per dag van huis afwezig moet zijn en die slechts één keer per week naar zijn verblijfplaats terugreist, heeft recht op de terugbetaling van de kosten voor de wekelijkse reis heen en terug tegen dezelfde voorwaarden als die voorzien bij artikel 15, evenals op een verblijfsvergoeding waarvan het bedrag vastgesteld wordt op 13 euro per opleidingsdag. Bedoeld bedrag is verbonden aan de gezondheidsindex.

Het uitvoerend bureau van de FOREm kan in geval van uitzonderlijke omstandigheden bedoelde voordelen toekennen wanneer de duur van de afwezigheid van huis minder dan dertien uur bedraagt.

Art. 7. De voordelen die aan de stagiairs worden toegekend in toepassing van de artikelen 2 tot en met 6 worden hen twee keer per maand uitbetaald.

Art. 8. De storting door de FOREm van de premies en vergoedingen zoals bovenbedoeld hangt, onverminderd elke voor het overige opgestelde overeenkomst, af van het indienen door de verstrekker van de opleidingen van een formulier waarvan het model door de FOREm wordt opgemaakt.

Onder verstrekker van opleidingen verstaat men één van de verstrekkers ervan bedoeld in artikel 3, § 2, derde lid, en elke instelling waarvan de beroepsopleiding de hoofdactiviteit is.

Art. 9. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 11 juli 1990 en 10 april 1991 wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Arbeid en Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
M. ARENA